

Carola Lentz

## *Chieftaincy Has Come to Stay :*

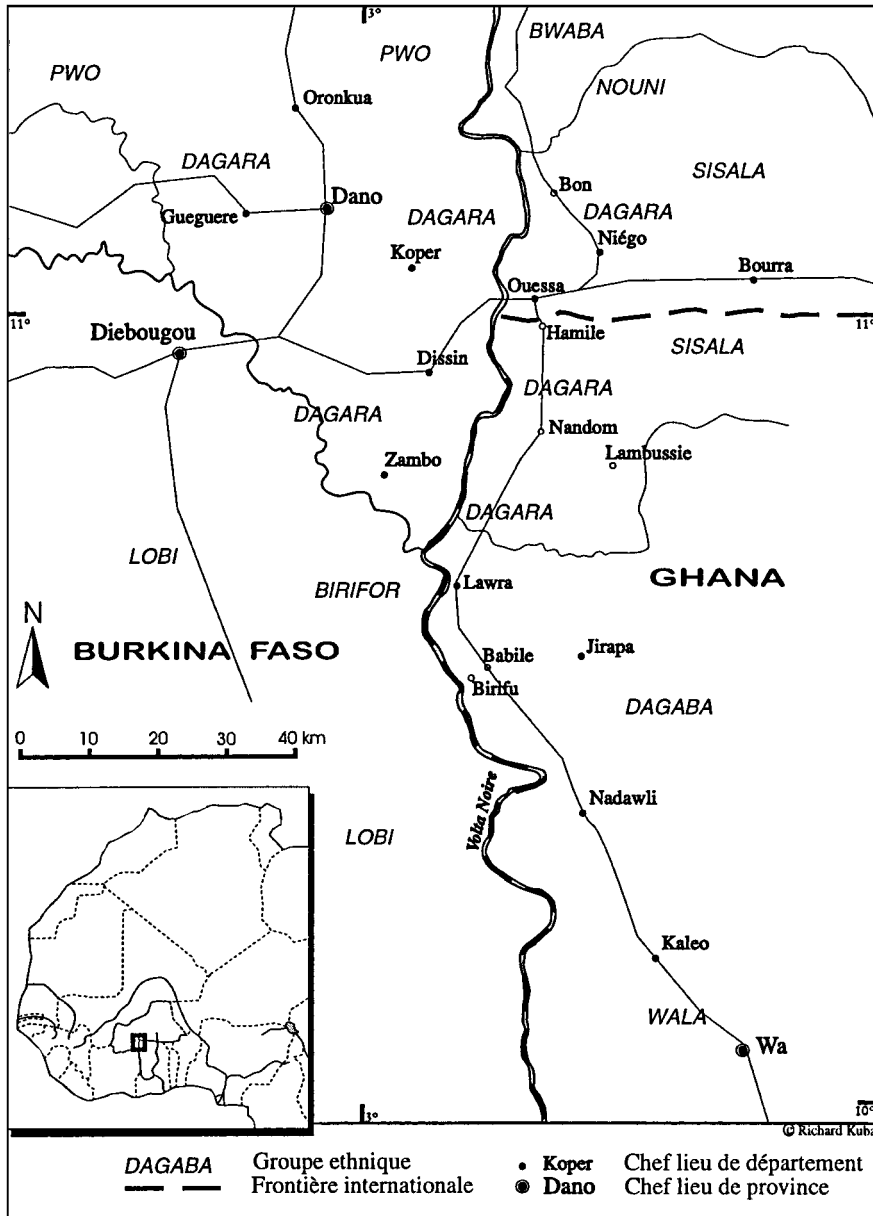
la chefferie dans les sociétés acéphales  
du Nord-Ouest Ghana\*

En 1995, Nandom Naa Puoure Puobe Chiir VII, chef de canton (*paramount chief*) du Nandom Traditional Area dans le nord-ouest du Ghana, a été élu vice-président de l'Assemblée nationale des chefs (*National House of Chiefs*). Il est un des premiers nordistes à occuper une position de première importance au sein de cette institution, créée dans les années 1960, et qui réunit les délégués de toutes les assemblées régionales des chefs (*Regional Houses of Chiefs*). Jusqu'alors, cette institution avait été largement dominée par des chefs originaires du sud du pays. Ce qui est particulièrement frappant dans l'ascension de Naa Puoure — qui, dans la vie civile, porte le nom de Charles Imoro et détient un doctorat en économie italien (Lentz 1998a) —, c'est le fait que sa région d'origine, le nord-ouest du Ghana, a certes connu à l'époque précoloniale des maîtres de la terre et des *big men*, mais point de chefferies : le système hiérarchique de chefs supérieurs, de chefs de division et de chefs de village n'y a été introduit qu'au tout début de ce siècle par les Britanniques. L'enracinement profond dont ce système fait preuve aujourd'hui se manifeste, entre autres, dans la carrière du Nandom Naa, qui n'aurait guère pu éclore sans un appui régional et local. De même, les conflits de succession qui, en 1984, ont précédé son investiture comme septième Nandom Naa peuvent tout à fait être perçus comme un indice qui confirme l'enracinement de l'innovation coloniale qu'est la « chefferie » dans le nord-ouest (Lentz 2000).

De façon générale, la chefferie dans le Ghana contemporain est restée une importante instance de médiation entre les communautés locales et les instances politiques de plus haut niveau. A l'exception des tentatives mises

---

\* Cet article est la version revue et augmentée d'une conférence donnée en novembre 1999 au Centre de recherches africaines, à Paris, dans le cadre du colloque *Rois et chefs dans les États africains de la veille des Indépendances à la fin du xx<sup>e</sup> siècle*. Je tiens à remercier les organisatrices du colloque, Claude-Hélène Perrot et Hélène d'Almeida Topor, ainsi que ceux qui ont participé au débat pour leurs questions et leurs commentaires.  
Texte traduit de l'allemand par Rupert Hasterok.



Nord-ouest du Ghana et sud-ouest du Burkina Faso

en œuvre par Nkrumah pour restreindre l'importance de la chefferie, mais qui n'ont pas connu de suite, il s'agit ici en effet d'une continuité et non pas — comme dans de nombreux autres États africains — d'une revitalisation récente dans le cadre d'une démocratisation et d'une décentralisation. C'est malgré les fréquents changements de régime intervenus depuis l'Indépendance (entre 1957 et 1999, il y a eu quatre coups d'État militaires, suivis d'un régime militaire, et quatre gouvernements démocratiques) et en dépit des différentes réformes de l'administration locale que la chefferie a constitué un facteur de stabilité, même si elle a été impliquée à plusieurs reprises dans les différentes querelles entre partis politiques. Cette continuité doit beaucoup au régime colonial qui a rendu homogène une institution créée à partir de systèmes politiques précoloniaux d'une grande diversité<sup>1</sup>. Parallèlement aux organes de la démocratie représentative — et, partiellement, en compétition non officielle avec eux —, les chefs du pays entier constituent encore aujourd'hui un relais important pour représenter les intérêts locaux et régionaux dans l'arène politique nationale et pour assurer, inversement, le flux d'informations depuis les organes du gouvernement jusqu'au niveau des villages. Plus précisément dans le domaine culturel, la chefferie constitue le cadre le plus effectif pour représenter le particularisme des communautés locales au niveau national, en donnant naissance à une identité locale et en la présentant en même temps, de façon efficace, dans les médias<sup>2</sup>.

Ma contribution ne traitera pas tant du développement juridique, politique et culturel de la chefferie ghanéenne en général que de son appropriation aux niveaux régional et local dans les sociétés autrefois non étatiques du nord-ouest : comment les Britanniques et les acteurs locaux ont-ils transformé le paysage politique précolonial de cette région ? et pourquoi la chefferie a-t-elle persisté au-delà de son introduction ? quelles sont les élites politiques nées depuis l'indépendance qui sont susceptibles d'entrer en compétition ? et pourquoi la chefferie joue-t-elle toujours un rôle crucial dans la politique locale ? En abordant ces questions, j'adopterai *grosso modo* une démarche chronologique : l'introduction coloniale de la chefferie et sa réorganisation au cours des années 1930 ; la période de la décolonisation ; et enfin l'évolution depuis les années 1970, caractérisée par l'apparition des

- 
1. Pour le projet britannique visant à transformer la Côte de l'Or, le pays ashanti et le protectorat des Territoires du Nord, en une *federation of native states*, projet qui continue de marquer jusqu'à aujourd'hui l'identité de l'État-nation ghanéen, voir LENTZ & NUGENT (2000 : 3 *sq.*).
  2. Voir à ce sujet les contributions à la conférence qui s'est tenue en septembre 1994 au Ghana (ARHIN, RAY & VAN ROUVEROY VAN NIEUWAAL 1995). Ces contributions négligent cependant parfois les multiples conflits liés à la chefferie (succession, hiérarchies internes et compétition entre chefferies voisines) au profit d'une image d'Épinal où les chefs jouent un rôle fondateur dans la création d'identités locales. On trouve également une bibliographie sur la chefferie en Afrique dans ROUVEROY VAN NIEUWAAL (1987) et des études de cas éclaircissantes sur la persistance de cette institution dans l'Afrique postcoloniale dans ROUVEROY VAN NIEUWAAL & VAN DIJK (1999).

associations de ressortissants qui, en tant que nouveaux acteurs politiques, mettent en question la légitimité des chefs à représenter les habitants de leur région.

### L'introduction coloniale de la chefferie

Les sources dont nous disposons ne permettent pas de reconstituer avec certitude les idéologies communautaires, les noms des groupes et les types de frontières ayant existé à l'époque précoloniale dans ce qui est aujourd'hui le nord-ouest du Ghana. À l'exception du petit royaume de Wa (Wilks 1989), les habitants de cette région, qui parlent différentes variantes dialectales du dagara et du sisala, n'ont pas fait partie d'unités politiques plus vastes. Leur habitat était caractérisé par des hameaux plus ou moins dispersés et leur mode de vie reposait pour l'essentiel sur l'agriculture (culture itinérante) et sur la chasse. On a de bonnes raisons de croire qu'aucune idéologie locale — pour ne pas parler d'une réalité politique et sociale — ne correspondait à ce que les administrateurs coloniaux britanniques entendaient, de façon idéal-typique, par « tribu », à savoir un groupe d'habitants liés par une descendance, une langue et une culture communes, occupant un territoire bien défini et gouverné par un chef ou par un conseil des anciens. Dans la région de la Volta noire, la réalité sociale, politique et culturelle de l'époque précoloniale était plutôt caractérisée par la mobilité spatiale, par des réseaux qui se chevauchaient et par des frontières qui changeaient selon le contexte. Ces caractéristiques n'ont d'ailleurs pas disparu avec la transformation coloniale du paysage politique, qui s'est seulement superposée et a modifié ce dernier.

Les principaux éléments — toujours importants — de l'organisation sociale étaient le *yir* (dagara) ou *gyaa* (sisala) qui, selon le contexte, peut désigner la maison, la famille, les habitants d'une concession ou le patriclan, et le *tengan* (dagara) ou *tie/too/tebuo* (sisala), (territoire d'un) autel de la terre. Le premier élément — peut-être encore le plus proche d'une idéologie de la descendance d'inspiration européenne, mais permettant d'absorber des étrangers — donne naissance, à travers le temps, à une communauté susceptible d'avoir un caractère supralocal ; le deuxième, reposant sur le voisinage affirmé sur un plan rituel, délimite un espace relativement pacifié sur son versant intérieur. La frontière entre « nous » et « les autres » était tracée dans le cadre de ces deux formes d'appartenance. Au niveau local, c'est encore le cas aujourd'hui. Les groupes de parenté et les territoires liés aux autels de la terre permettaient ainsi l'intégration de ceux qui parlaient une langue ou une variante dialectale différente, en s'appuyant uniquement sur un noyau culturel partagé (reconnaissance d'une divinité de la terre, droits dont bénéficient les premiers arrivés, etc.).

Or, le Nord-Ouest n'a jamais été isolé des développements politiques à plus grande échelle dans la boucle du Niger et de la Volta. Au-delà des

idéologies communautaires évoquées, il existait donc d'autres types de frontières, plus proches de ceux d'une carte « ethnique ». Il faut ainsi évoquer la distinction entre Wala et Dagaba, qui marquait une frontière politique et religieuse entre Wa, centre d'érudition musulmane et de pouvoir étatique, et les sociétés non étatiques « païennes » des alentours. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Babatu, Samori et leurs guerriers ont repris à leur compte de tels noms en y ajoutant d'autres, comme celui de Gourounsi. De façon analogue, les commerçants dioula-mandé, au cours de leurs expéditions vers les champs aurifères de la Volta noire, ont probablement eu recours à des cartes mentales qui distinguaient, par exemple, groupes hostiles et moins hostiles ou encore groupes apparentés ou non sur le plan linguistique. C'est sans doute dans un tel contexte que des noms comme celui de Lobi, et peut-être aussi celui de Dagara, ont vu le jour. Mais il est peu vraisemblable que ces désignations d'origine étrangère aient correspondu à une conscience que les habitants de cette région auraient eue d'eux-mêmes — en tout cas, pour ce qui est des frontières tracées depuis l'extérieur.

Lorsque les Britanniques (et les Français) ont procédé à l'incorporation de la région de la Volta noire dans leur empire colonial au tournant du siècle, ils se sont appuyés sur cette nomenclature exogène afin de créer une carte géographique de « tribus » — l'influence de leurs interprètes, pour la plupart des musulmans, et des guides locaux, n'y a certainement pas été étrangère. Il est frappant de voir que ces catégories ethniques ont la vie dure. Les « tribus » des Wala, des Dagarti, des Lobi et des Isala, autant de divisions que les Britanniques avaient introduites au cours de leurs premiers voyages à travers le Nord-Ouest, ont marqué le discours colonial jusque dans les années 1950, même si leur répartition géographique et les caractéristiques attribuées à l'une ou l'autre « tribus » ont changé dans de nombreux cas (Lentz 1994, 1998c : chap. 1-4). La population locale s'y réfère encore aujourd'hui.

Cependant, les tribus définies par les Britanniques dans le Nord-Ouest ne se sont pas transformées en communautés politiques. Certes, la tribu était un modèle d'ordre politique pour les Britanniques qui y voyaient une étape de l'évolution politique « naturelle » vers la nation civilisée. Pour cette raison, il fallait que la chefferie tienne compte des frontières tribales. Jusque dans les années 1930, les Britanniques ont ainsi tenté de réunir tous les « Isala » ainsi que tous les « Dagarti » sous un même chef de canton et de subordonner ces deux chefs au roi de Wa, souverain suprême du Nord-Ouest entier. Mais ces projets, comme d'autres qui les avaient précédés, se sont heurtés aux intérêts contraires des chefs de rang inférieur qui s'y opposaient par crainte de voir diminuer leur influence. Par ailleurs, il existait d'emblée un rapport plutôt tendu entre les chefferies, en tant que groupes politiques et territoriaux, et les critères d'appartenance spécifiques aux groupes de type ethnique — et donc éventuellement supralocal. En dernière instance, ce ne sont pas des tribus que l'on a organisées en chefferies, mais

ces dernières, aux frontières délimitées à partir de facteurs non ethniques, ont reçu après coup une étiquette ethnique.

Dans le cas de ces chefferies, on est également frappé par la persistance du nouvel ordre politique, fixé par les administrateurs coloniaux au cours de leurs premiers voyages d'inspection. Jusqu'en 1907, le préfet (*commissioner*) de la province du Nord-Ouest avait divisé le district de Lawra en dix « États indigènes » (*native states*), dont certains comprenaient jusqu'à trente villages, d'autres seulement un ou deux ; chaque État était présidé par un chef appelé d'abord *headchief*, puis *divisional chief* et, après l'Indépendance, *paramount chief*. Les États de taille plus modeste furent incorporés dans les quatre États les plus grands (Lawra, Jirapa, Nandom et Lambussie) au début des années 1930, lorsque les Britanniques voulurent imposer une certaine centralisation dans le cadre de l'introduction du système de gouvernement indirect (*indirect rule*). La confédération de Lawra, composée désormais de quatre divisions (Lawra, Jirapa, Nandom et Lambussie), ayant toutes le même statut, vit ainsi le jour et définit encore aujourd'hui le cadre dans lequel on forge des alliances politiques locales (Lentz 1998c : chap. 5, 8).

Les structures politiques précoloniales qui ont servi de base à la définition des « États indigènes » n'étaient pas les mêmes partout. Cette question provoque de fortes controverses sur place et parmi les intellectuels dagara, car aussi bien les chefs que leurs concurrents et adversaires cherchent à donner un fondement à leurs thèses, en s'appuyant sur les traditions précoloniales et sur l'histoire du choix et de l'investiture du premier chef par les Britanniques (Lentz 1993, 1998b). De façon caractéristique, les premiers chefs furent recrutés parmi les *big men* locaux qui, à l'époque précoloniale, existaient dans certains villages du futur district de Lawra. En témoignent déjà les termes *naa* (dagara) et *kuoro* (sisala), « hommes riches, forts ». Les Britanniques ont nommé *headchief* des hommes influents qui avaient voyagé et qui maîtrisaient plusieurs langues, tels des marchands (Nandom Naa Kyiir) ou des soldats ayant combattu dans les troupes de Babatu (Lambussie Kuoro Gbelinyu). Mais parmi les premiers chefs on trouve aussi des guerriers qui avaient défendu leur hameau contre Babatu (Lawra Naa Nale et Jirapa Naa Ganaa) ainsi que des riches agriculteurs qui, disposant d'une « grande maison » dans tous les sens du terme, étaient à même de procurer aux personnes indigentes des aliments en temps de crise (recevant, parfois, des « esclaves » en échange) et de protéger leurs voisins au moment d'une attaque (Nandom Naa Danye).

Dans de nombreux cas, mais pas dans tous, les premiers chefs appartenaient au patrilignage des maîtres de la terre. Or, même dans ce dernier cas, les deux charges, celle de maître de la terre et celle de chef, ont été séparées dès le début. C'est pourquoi l'extension des nouveaux États indigènes n'a pas coïncidé avec les territoires des autels de la terre, mais avec les réseaux d'amitié, de parenté et de clientélisme que ces chefs savaient mobiliser. Afin de consolider leur domination, ceux-ci ont recruté les chefs

de rang inférieur (*subchiefs* et *village headmen*) de préférence parmi leurs parents claniques ou leurs clients. Pour mettre en œuvre cette politique, ils bénéficiaient, certes, du soutien des Britanniques, qui pouvait aller jusqu'à la violence physique. Mais dans une certaine mesure, la reconnaissance « volontaire » de leur pouvoir par les chefs subordonnés et par les chefs de concession leur était indispensable pour éviter que les Britanniques n'en remplacent ceux qui ne pouvaient mobiliser une force de travail suffisante par des candidats plus qualifiés<sup>3</sup>. La délimitation des frontières des États indigènes et le choix de leur chef ont donc procédé par tâtonnements, c'est-à-dire que les structures de pouvoir et les alliances locales se sont progressivement adaptées au modèle britannique de petits États territoriaux dotés d'une monarchie héréditaire et vice versa.

La permanence de ces nouvelles structures politiques reposait en outre sur l'introduction réussie de rituels et de symboles de domination (médailles de chef, messagers en uniforme, conférences de chefs, concours de danse, *durbars*). Même si nous ne pouvons pas traiter ici de cette question, il faudrait noter en outre le rôle joué par les ressources rituelles et magiques pour stabiliser et, en partie, pour légitimer le nouveau pouvoir. En grande partie, les nouveaux chefs dagara étaient (et le sont encore aujourd'hui) initiés dans le *bagr*, la principale société secrète des Dagara, dont l'organisation est étroitement liée aux patriclans. Pour se protéger contre l'envie et la haine de leurs concurrents et de leurs « sujets », les *paramount chiefs* en particulier ont eu, en outre, recours à des puissances magiques non locales et à des spécialistes<sup>4</sup>. La permanence des nouvelles structures politiques reposait aussi, et en grande mesure, sur la transformation concrète d'une infrastructure matérielle. La construction de routes, de gîtes, de nouveaux marchés, de bâtiments pour la justice et plus tard d'écoles faisait du lieu de résidence de ces chefs un « lieu central » et donnait une assise matérielle au nouvel ordre politique. Inversement, la mise en place d'une telle infrastructure constituait un levier crucial pour définir cet ordre et pour l'imposer. A chaque niveau administratif, les chefs (*headchiefs* et *sub-chiefs*)

3. HAWKINS (1996) prête à mon avis une trop grande importance à la « tyrannie coloniale » et méconnaît l'acceptation locale au moins partielle de la nouvelle institution, ce qui l'empêche d'expliquer la continuité de la chefferie après l'Indépendance. Sur la formation de la chefferie de canton, voir LENTZ (1998c : chap. 3).

4. Dans ce contexte, on peut notamment évoquer le cas notoire d'un chef dagara du canton de Dianlé, situé dans la colonie française voisine. Ce chef, qui s'appelait Denyuu, finança l'un des marabouts qui s'était installé dans un village voisin au cours des années 1910, afin de pouvoir bénéficier d'une manière plus ou moins exclusive des services rendus par ce personnage religieux. Mais il fit aussi parvenir à l'un de ses parents, le charme puissant qu'il avait reçu, le *paramount chief* de Nandom. Le successeur de ce dernier — le docteur d'économie Charles Imoro, évoqué au début de cet article — se fait d'ailleurs encore aujourd'hui conseiller et aider par le fils de ce marabout. A propos de l'utilisation de charmes magiques par les chefs, voir aussi GOODY (1975) et LENTZ (1998a).

devaient décider quels étaient les villages qui dépendraient d'eux et devaient contribuer à la construction des routes et des gîtes.

Pendant les premières décennies du régime colonial, la domination des chefs revêtait, de fait, un caractère personnel. Les chefs supérieurs contrôlaient des réseaux personnels et leur « territoire » de domination était défini par une liste de chefs subordonnés (*sub-chiefs*) et de hameaux qui leur étaient rattachés. L'aspect territorial de la domination s'est véritablement développé seulement dans les années 1930, avec l'introduction de la capitation et la création d'un trésor central pour la confédération de Lawra (plus tard complétée par celle de trésors subordonnés pour les quatre divisions). Ces trésors étaient chargés de recevoir les revenus provenant des marchés, des cours de justice et des impôts et servaient à rémunérer les chefs et à financer une partie de la nouvelle infrastructure. C'est seulement alors, au moment de la constitution des listes d'imposition, qu'il a fallu fixer de façon univoque l'appartenance de chaque homme à une concession, de chaque concession à un village, et de chaque village à une division.

Avec l'introduction de la capitation, le lien entre revenus locaux, investissements-services et légitimité des autorités indigènes (*native authorities*) s'est resserré, et au moins les élites politiques locales ont alors développé un certain « patriotisme local », pour reprendre le terme employé par les Britanniques pour désigner cette nouvelle identification avec les affaires de la division. Mais en même temps, il en résultait une situation susceptible d'engendrer de nouveaux conflits, car ce modèle d'un rattachement territorial et politique exclusif de chaque concession, y compris de ses champs, à une seule chefferie contrecarrait les pratiques locales de mobilité et de plurilocalité. Depuis les années trente, des conflits ont en effet éclaté à plusieurs reprises ; ils avaient pour enjeu la question de savoir à quelle division certaines concessions étaient rattachées et auprès de qui les agriculteurs devaient s'acquitter de leurs impôts dans le cas où ils habitaient dans l'une des divisions, alors que leurs concessions étaient situées dans une autre (Lentz 1998c : chap. 9, 14).

La compétition entre chefs de division pour les impôts et pour d'autres ressources n'a cependant pas fondamentalement remis en cause la nouvelle géographie politique de la confédération de Lawra. Bien au contraire, car ces conflits ont justement été à l'origine d'un « patriotisme local » renforcé et d'un enracinement mental des nouvelles structures chez l'élite politique locale. Il va de soi que la cohésion de la confédération de Lawra n'a pas seulement été promue par des conflits mais aussi par des amitiés et par des liens matrimoniaux entre les différentes maisons des chefs. Par ailleurs, la première génération des chefs, que l'on peut encore qualifier de type *big man*, a progressivement été remplacée par une deuxième génération d'« administrateurs » qui, dès leur jeunesse, étaient familiarisés avec les institutions coloniales. Dans ce contexte, l'école de la *Lawra Confederacy Native Authority*, inaugurée en 1935, et qui accueillait notamment les fils des chefs, a joué un rôle crucial en favorisant l'évolution vers des chefs de

type « administrateur éduqué » et en renforçant la cohésion de la confédération. Dans cette école comme dans l'école secondaire de Tamale, la future élite politique s'est formée efficacement au nouveau paysage politique (et ethnique). De nombreux diplômés de cette école ont, par la suite, travaillé comme instituteurs ou employés de l'administration locale (*council clerks*), puis comme chefs de division (*divisional chiefs*) au sein de la confédération de Lawra, avant de la représenter, pendant la décolonisation, au Conseil des Territoires du Nord et à l'assemblée législative d'Accra.

Parmi les raisons qui expliquent la réussite durable des chefferies et des tribus, il faut aussi considérer l'incorporation des sociétés locales dans un contexte économique et politique plus vaste : les Territoires du Nord et la Côte de l'Or, et plus tard, l'État ghanéen<sup>5</sup>. Certes, la région du nord-ouest n'était pas complètement isolée à l'époque précoloniale, mais l'arrivée du régime colonial a profondément changé le caractère des réseaux en intervenant de façon plus radicale dans l'organisation politique locale et dans la vie quotidienne. En outre, la migration massive de travail, qui avait commencé très tôt, a créé des liens étroits entre le Nord-Ouest et le Sud avec ses plantations de cacao et son industrie minière. Les migrants ont ainsi fait l'expérience concrète de l'intégration de leur univers local dans un contexte plus vaste.

En dépit d'une certaine résistance, les acteurs locaux ont accepté l'institution de la chefferie et contribué à la façonner parce qu'elle représentait la seule instance de médiation effective entre la concession ou le hameau et les administrateurs coloniaux. Le patriclan et le territoire de l'autel de la terre avaient un caractère trop diffus et trop exclusif et portaient sur un espace trop réduit pour assurer ce rôle avec succès. Mais de tels réseaux alternatifs auraient surtout été incompatibles avec les structures politiques caractéristiques des sociétés voisines. En dernière instance, la confédération de Lawra a tiré sa cohésion de la nécessité de former une communauté d'intérêts politique plus vaste, capable d'intervenir avec une certaine insistance aux niveaux régional et suprarégional. Dans le contexte colonial, l'acceptation de l'institution de la chefferie a en outre permis aux sociétés acéphales — ou mieux : polycéphales — du nord-ouest une certaine ascension. Alors que ces sociétés avaient autrefois été qualifiées de non civilisées et d'anarchiques, elles étaient désormais intégrées sur un plan en principe égal dans la communauté des États indigènes des Territoires du Nord. Pour cette raison, les nouvelles structures, rituels et discours politiques n'ont pas exercé une attraction sur les seuls chefs, mais aussi sur les travailleurs migrants et l'élite éduquée en train de naître, qui souhaitaient s'affirmer à titre égal aux côtés de leurs collègues ou de leurs camarades, originaires eux, d'États précoloniaux.

---

5. Pour des réflexions similaires à propos de la « chefferie administrative » au Soudan, voir BECK (1989).

## Chefs et élite éduquée pendant la décolonisation

L'important rôle politique qu'a joué la chefferie dans le Nord-Ouest, même après l'Indépendance, ne saurait être compris hors du contexte politique plus vaste de la décolonisation. Pour le Nord, la décolonisation a été une période de négociation portant sur la façon d'intégrer la région dans le nouvel État ghanéen. Le nouveau Ghana est né de la colonie de la Côte de l'Or ainsi que des deux protectorats de l'Ashanti et des Territoires du Nord, administrés auparavant chacun par un *chief commissioner* qui disposait d'une bonne marge de manœuvre. Sur le plan économique, les Territoires du Nord avaient été depuis longtemps intégrés dans l'ensemble de la colonie suite à une migration de travail massive, même s'ils étaient considérés par les Britanniques comme une « région en voie de développement » traditionaliste qui avait besoin d'être protégée et qu'il fallait moderniser prudemment dans le sens d'un « traditionalisme progressiste » (Bening 1975 ; Staniland 1975 : chap. 5 ; Lentz 1998c : chap. 7, 8). Jusqu'à la mise en place du comité Coussey, chargé de consultations sur la nouvelle constitution, les Territoires du Nord étaient donc représentés dans les organes politiques supérieurs de la colonie par le seul *chief commissioner* et non par des représentants africains originaires de la région. C'est seulement en 1954 que les députés du Nord au nouveau parlement d'Accra furent élus directement.

L'un des facteurs importants à l'œuvre dans la négociation du mode d'intégration pour le Nord a été le fait que l'élite éduquée originaire de cette région, à la différence de celle du Sud, était peu nombreuse et que ses membres se connaissaient tous. En raison de l'introduction relativement tardive des écoles, seules quelques douzaines d'hommes du Nord avaient reçu une formation d'instituteur jusqu'en 1950 et aucun nordiste n'a détenu un diplôme universitaire avant 1960. La plupart des personnes éduquées étaient fils ou proche parent d'un chef et sortaient d'écoles spécifiquement fondées pour eux (écoles de *native authority*) ; ceux sortis des écoles de mission catholiques, fondées vers le milieu des années 1930, étaient alors beaucoup moins nombreux (Thomas 1975 ; Bening 1990).

Dans un premier temps, l'élite éduquée favorisa, pour le Nord, une représentation d'intérêts corporatiste qui gardait aux chefs un rôle primordial. En outre, elle craignait que l'accès rapide à l'indépendance et l'africanisation de la fonction publique — la devise du Convention People's Party (CPP) était : « *self-government now* » — puissent donner naissance à un « impérialisme des Noirs », originaires du Sud, puisque le Nord manquait de personnel qualifié pour occuper les nouveaux postes. Sa revendication de prolonger le statut de protectorat britannique pour les Territoires du Nord ne rencontra cependant pas le succès escompté. Après 1951, une compétition accrue pour la distribution des ressources fit donc bientôt apparaître au parlement d'Accra les premières fissures dans ce dessin corporatiste : certains députés espéraient obtenir du gouvernement des faveurs pour leur région d'origine en concluant des alliances avec le CPP. Avec les élections de

1954, le modèle corporatiste s'effondra et une polarisation fondée sur des partis politiques s'imposa aussi dans le Nord. Dans le cadre de la réforme constitutionnelle du gouvernement local, les représentants éduqués des intérêts des chefs remportèrent cependant une victoire partielle : jusqu'au début des années 1960 (et à nouveau depuis les années 1970), les chefs se sont vu attribuer d'office un tiers des sièges dans les nouveaux conseils locaux et cantonaux (alors que, au sein du comité Coussey, les nordistes avaient exigé la moitié des sièges) (Ladouceur 1979 ; Lentz 1998c : chap. 11, 12).

L'introduction d'un système bipartite n'a certes guère ébranlé la domination politique fondamentale des chefs, mais elle a eu pour conséquence de charger les conflits locaux d'une dimension partisane accrue. Dans la région du Nord-Ouest, le CPP de Nkrumah s'est ainsi opposé au Northern People's Party (NPP), né de la vieille tradition de l'UGCC (et fusionné plus tard dans le United Party). La décision initiale des factions locales de rallier tel parti plutôt que tel autre ne s'est guère faite en fonction des différents programmes politiques puisque, de ce point de vue, les maisons des chefs étaient plus proches du NPP. La compétition pour le pouvoir local a, par contre, trouvé son expression dans la concurrence entre les partis politiques. Ainsi, la maison du chef de Nandom se rallia au CPP, alors que le chef de Lawra militait déjà au sein du NPP et avait présenté comme candidat aux législatives un de ses fils, Abeyifaa Karbo, un instituteur, qui allait représenter la circonscription de Lawra-Nandom à Accra jusqu'à la fin du régime de Nkrumah et, devenu Lawra Naa, jouera un rôle politique important. Par ailleurs, la loyauté envers un parti politique suivait en général celle envers un patron. *Grosso modo*, les attachements à un parti particulier, apparus en 1954, ont continué d'exister jusqu'à aujourd'hui : lors de chaque élection, la gamme des partis est interprétée sur toile de fond de l'ancien système bipartite, puis la loyauté de chaque faction est réactivée.

Le durcissement des conflits locaux, investis désormais d'une dimension partisane jusqu'à se figer en fronts farouchement ennemis, doit aussi quelque chose aux transformations de la scène politique apparues lors de la décolonisation. D'une part, le départ du préfet de district (*district commissioner*) britannique avait supprimé la « poigne de fer » qui maintenait en place les hiérarchies et les frontières locales, et renforcé ainsi les tendances centrifuges : conflits et compétition entre villages, entre chefs et, en partie, aussi entre groupes ethniques. D'autre part, l'intégration de l'arène politique locale dans l'État ghanéen avait entraîné une diversification des partenaires susceptibles de s'allier dans le cadre d'enjeux locaux. Alors que, autrefois, le préfet de district était le seul allié possible, les acteurs pouvaient, dès lors, jouer les différentes instances politiques — conseil local (*local council*), conseil de district (*district council*) et gouvernement central — les unes contre les autres. Notamment dans le Nord-Ouest où, jusqu'en 1960, les majorités partisans n'étaient pas dominées par le CPP comme à Tamale et à Accra, les vaincus de la politique locale ont souvent recherché l'appui

de leurs amis lointains de la capitale, membres du même parti et du gouvernement.

Mais, rétrospectivement, c'est la continuité du paysage politique colonial au Nord-Ouest, c'est-à-dire la persistance des unités politiques et administratives et la domination des chefs au sein des élites politiques, qui apparaît comme plus importante. La confédération de Lawra a continué de former le cadre des alliances et des conflits locaux ainsi que celui de la délimitation des districts et des circonscriptions. Les frontières des nouveaux conseils locaux étaient identiques aux quatre divisions de Lawra, de Jirapa, de Lambussie et de Nandom, celles du conseil de district à celles de la confédération de Lawra. Au cours des années 1950, les anciens États indigènes plus petits, devenus des subdivisions en 1934, tentèrent certes de regagner leur autonomie en revendiquant leurs propres conseils locaux, mais en vain. Par la suite, de telles tentatives se manifestèrent dans des prises de position partisans qui opposaient les chefs de canton et de division, ainsi que leurs partisans. Mais même dans les années 1960, lorsque les conflits partisans entraînèrent la suspension temporaire du Conseil traditionnel de la confédération de Lawra (*Lawra Confederacy Traditional Council*), la confédération continua de former, *ex negativo*, le cadre de référence pour toutes les revendications apparues depuis l'indépendance. Le même constat reste valable pour la période depuis la fin des années 1980, lorsque ce conseil a été supprimé et remplacé par quatre « conseils traditionnels » indépendants les uns des autres et que la politique de décentralisation mise en œuvre par Rawlings a créé de nouveaux districts dont les frontières correspondent plus ou moins à celles des chefferies coloniales.

Une deuxième composante de cette continuité est liée aux élites politiques et au rôle toujours important des chefs au sein de l'administration communale. La rhétorique « anti-chef » de Nkrumah n'a trouvé qu'un écho limité dans le Nord-Ouest. La critique s'est exprimée plutôt au sein du système lui-même : certains villages, évoquant leur « exploitation » par un chef de canton, reprirent à leur compte l'idéologie populiste de Nkrumah pour revendiquer la création de leur propre chefferie ou de leur propre conseil local ; des candidats au poste de chef contestaient les modes de succession pratiqués et faisaient valoir que les chefs ne devraient pas être choisis par la seule famille du titulaire, mais être élus démocratiquement par l'ensemble des habitants d'une chefferie<sup>6</sup>. Mais personne n'exigea la suppression de la chefferie. De même, la nouvelle répartition des sièges au sein des assemblées locales, composées désormais pour un tiers de chefs et pour deux tiers d'élus, a, de fait, eu peu d'importance, car, tout comme les députés du parlement et les employés des administrations locales, la plupart des élus

6. Pour assurer la popularité d'un nouveau titulaire les Britanniques instaurèrent, dès la fin des années 1930, des élections au sein des chefferies (avec des candidats légitimés par leur appartenance familiale) (LENTZ 2000).

étaient issus d'une famille de chefs. De la même façon, les successeurs des chefs plus importants ont, dès les années cinquante, été presque exclusivement recrutés parmi les membres éduqués issus de ces mêmes familles. Le résultat fut une fusion des charges politiques et des élites « néo-traditionnelle » et « moderne » et une convertibilité de la charge de chef en une position au sein du système politique moderne. L'élite éduquée chrétienne — les élèves des écoles de missions, issus d'autres familles — ne donnera d'abord naissance qu'à un contrepois limité ; ces écoles chrétiennes constituaient plutôt une trajectoire alternative vers l'intégration dans une élite administrative et ecclésiastique suprarégionale qui ne représentait guère un défi pour l'élite politique locale et régionale (Lentz 1998c : chap. 13, 14).

La politique britannique, qui a créé très tôt une élite politique recrutée parmi les fils des chefs et formée dans les écoles publiques, constitue, à notre avis, l'une des différences essentielles qui la distingue de celle mise en œuvre parmi les Dagara et les Sisala de la Haute-Volta voisine, où les Français ont fondé une seule école publique et où la mission catholique a, dès le début, joué un rôle beaucoup plus important pour l'éducation. Au moment de la décolonisation, il existait ainsi dans le protectorat britannique une élite éduquée locale suffisamment nombreuse, étroitement liée aux maisons des chefs, et qui était prête à occuper les différentes charges politiques. Ce n'était pas le cas dans la région dagara située du côté français de la frontière, où la fusion des élites moderne et traditionnelle était un phénomène rare. L'élite éduquée s'y recrutait plutôt parmi les anciens élèves des écoles de mission, qui pour la plupart n'avait pas de liens étroits avec les chefs.

Il y a un deuxième facteur qui explique peut-être pourquoi la chefferie a joué un rôle moins stable dans la Haute-Volta postcoloniale que dans la colonie britannique : en introduisant la chefferie dans les groupes autrefois acéphales, les Français ont davantage tardé à adopter un modèle définitif pour choisir les chefs, avant de finir par recourir à la « politique de races », une méthode comparable à celle mise en œuvre par les Britanniques. Mais, à la différence de ces derniers, ils n'ont surtout jamais mis en place des « conférences de chefs » ou d'autres institutions indigènes supérieures de ce type, qui, à l'instar de la *Lawra Confederacy*, auraient créé des liens permanents entre plusieurs chefferies de canton. Les instances supérieures de l'administration, de même que la coordination des chefferies de canton, sont toujours restées dans les mains des Français, alors que les Britanniques avaient, dès les années 1930, accordé un tel rôle d'intermédiaire aux chefs africains. De cette façon, de nombreux *paramount chiefs* ont pu acquérir des connaissances qui étaient loin d'être spécifiques à leur propre chefferie et se familiariser avec certaines procédures administratives, compétences qui leur permettaient de participer à la vie politique « moderne », mais qui étaient moins présentes chez les chefs dagara voisins « français ».

## Nouveaux acteurs sur l'arène politique locale (1970-1990)

Les tendances décrites ici sont restées prédominantes jusqu'à nos jours. Les conflits aigus pour la succession des chefs de canton — par exemple, à Nandom en 1984-1985 — montrent que cette charge est toujours susceptible de mobiliser d'énormes énergies et imaginations sociales, en raison notamment de sa fonction de tremplin important vers une carrière sur l'arène politique nationale « moderne ». Même si la constitution ghanéenne interdit aux chefs toute activité partisane, ce sont les candidats bénéficiant d'un soutien politique par les chefs qui peuvent espérer l'emporter aux législatives. Lors des élections législatives de 1992 et de 1996, le candidat de l'opposition pour la circonscription de Lawra-Nandom a ainsi perdu l'élection en faveur de son adversaire, nommé par le parti au pouvoir, qui, s'il était moins populaire, bénéficiait cependant du soutien du Nandom Naa et de la majorité des chefs. Toutefois, un tel soutien ne garantit nullement la victoire électorale : Lawra Naa Abyeifaa Karbo, qui avait depuis toujours soutenu les partis de l'opposition — aujourd'hui comme dans les années 1950, il s'agit du NPP (New Patriotic Party) — n'a pas réussi à apporter un nombre significatif de voix au candidat qu'il soutenait lors des législatives de 1992 et de 1996. De façon analogue à Lambussie où, lors des élections de 1996, le *paramount chief* n'a même pas réussi à mobiliser un nombre suffisant de votes en faveur de son propre fils qui était le candidat du parti de l'opposition ; même la maison du chef était divisée, et l'une des factions soutenait le parti du gouvernement. Déjà dans les années 1950, certains chefs de rang inférieur et leurs partisans ont assuré la réussite électorale d'un parti différent de celui préféré par leur chef de canton. La parole du chef n'est donc qu'un facteur parmi d'autres qui influent sur les résultats d'une élection ; face au nombre croissant de personnes éduquées sur place, dotées d'un esprit politique indépendant, elle a, somme toute, plutôt perdu de son poids. Pourtant, au moment des élections, de nombreux chefs tentent toujours de mettre le poids de leur charge et leur prestige dans la balance.

Il existe d'ailleurs des raisons assez solides en faveur d'un rapprochement de la plupart des chefs du Nord-Ouest (et de nombreuses autres régions du pays) vers le parti au pouvoir. En s'alliant avec ceux qui peuvent leur procurer des bénéfices matériels personnels et favoriser le « développement » dans leur chefferie, les chefs comptent asseoir leur domination et renforcer leur popularité. Inversement, tous les gouvernements essayent de se servir des chefs pour mettre en œuvre et propager leurs programmes. Ainsi, les régimes dictatoriaux et populistes des années 1970 et 1980, sous le général Acheampong et plus tard sous Jerry Rawlings, ont rapidement dû revenir sur leur critique d'abord acerbe de la chefferie et, à défaut d'autres instances de médiation effectives, avoir recours aux chefs pour l'organisation des travaux communaux et pour la collecte des impôts. Ces liens étroits, et parfois même opportunistes, entre le gouvernement (ou le parti au gouvernement) et les chefs, qui tous ont besoin l'un de l'autre pour rendre

populaire et pour asseoir leur pouvoir, font d'ailleurs douter de l'espoir de certains optimistes qui voient dans les chefs des piliers incorruptibles de la « société civile ». Le fait que les chefs, par définition, ne peuvent être destitués par une élection limite les possibilités ouvertes à leurs « sujets » de se débarrasser de titulaires jugés trop corrompus ou trop opportunistes. En règle générale, les seules « sanctions » en cas de mécontentement consistent à ignorer ou à ne pas tenir compte des invitations aux assemblées ou au travail communal<sup>7</sup>.

Mais en dépit de l'importance persistante des chefs, plusieurs changements importants sont intervenus dans la scène politique locale et c'est à chaque fois le rapport de forces local qui détermine dans quelle mesure le gouvernement, ou le parti du gouvernement, réussit à faire des chefs un instrument de leur politique, ou vice versa, et quel arrangement ces acteurs politiques finissent par adopter. L'idéologie de « self-help », propagée par Acheampong et plus tard par Rawlings, de même que la rhétorique de l'anti-corruption et la valorisation du rôle politique de la jeunesse — par exemple, par le biais des Comités pour la défense de la Révolution, composés exclusivement d'hommes jeunes —, ont laissé bien des traces. En particulier les chefs âgés aux allures d'autocrates, et peu enclins à favoriser une redistribution, se voient désormais exposés à une critique discrète, et parfois même virulente, de la part de leurs « sujets ». Cette critique, devenue possible grâce notamment à la diversification des acteurs politiques locaux, mérite quelques remarques.

Depuis les années 1970, l'élite éduquée du Nord-Ouest s'est élargie considérablement et ne se compose plus uniquement de personnes ayant des liens étroits avec les familles des chefs. Lors des élections de 1979, par exemple, les candidats ne se sont plus seulement recrutés, comme auparavant, parmi les fils ou les proches parents des chefs mais aussi parmi les hommes ordinaires (*commoners*). Depuis, les diplômés des écoles de mission du Nord-Ouest ont rattrapé leur retard et sont peut-être même devenus plus nombreux. En outre, avec la diversification du paysage éducatif, les trajectoires des diplômés originaires du Nord-Ouest divergent davantage et le sentiment d'appartenir à une même petite élite a cédé la place à une compétition locale. Sous la direction de cette nouvelle élite plus fragmentée, de nombreuses associations dites de jeunesse et de développement (*youth and development associations*) ont vu le jour dans les villes ; ces associations ethnopolitiques ont pour but de « développer » leurs communes et régions d'origine et prétendent elles-mêmes exercer un rôle de leadership politique (*id.* 1995). A l'occasion de conflits qui avaient pour enjeu la délimitation de nouveaux districts, il est apparu, notamment à Nandom, une

7. Pour le débat sur la légitimité du pouvoir politique en Afrique, voir SCHATZBERG (1993) et LENTZ (1998a) ainsi que les références qui y sont citées. Pour ce qui est du « rôle hybride » des chefs dans l'Afrique contemporaine en général, voir aussi le tour d'horizon utile dans ROUVEROY VAN NIEUWAAL (1999).

véritable compétition entre les leaders de l'association de ressortissants de Nandom (*Nandom Youth and Development Association*), d'un côté, et le Nandom Naa, de l'autre : les deux factions n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les objectifs et les stratégies à adopter pour la représentation des intérêts locaux au niveau régional (*id.* 1998c : chap. 16). De tels conflits ponctuels n'ébranlent certes pas nécessairement l'institution de la chefferie. Mais notamment parmi les intellectuels dagara, on trouve aussi des critiques radicaux qui mettent en avant les traditions « démocratiques » indigènes qui précédaient l'introduction de la chefferie administrative coloniale (*id.* 1998b). Dans l'ensemble, on assiste à la naissance d'une multitude de nouveaux acteurs politiques qui n'hésitent pas à mettre en cause les prétentions hégémoniques des chefs. C'est avec eux que les chefs doivent s'arranger s'ils ne veulent pas perdre de leur influence.

En dernière instance, toutes les associations de ressortissants, de même que les membres des assemblées de district et d'autres acteurs politiques locaux, ont dû pourtant apprendre qu'ils ne pouvaient se passer entièrement du soutien des chefs quand il s'agissait de mobiliser les habitants d'un village pour des travaux communaux ou d'autres activités de ce type. En outre, les chefs continuent d'exercer un important rôle d'arbitre : bien qu'ils puissent faire appel à d'autres instances, tels que les tribunaux, les villageois préfèrent recourir aux chefs, une instance jugée moins coûteuse et plus familière. Par ailleurs, ces derniers ne sont pas non plus sans influence dans les assemblées de district élues : selon la constitution de 1992, ils ont le droit de nommer un tiers des membres de ces assemblées qui les indemnisent dans une certaine mesure de leurs frais de représentation.

Pour évaluer le rôle actuel de la chefferie dans le Nord-Ouest, il importe de distinguer les chefs de canton des chefs de rang inférieur (*village headmen, sub-divisional et divisional chiefs*). Seuls les premiers et — dans la mesure où leur niveau d'éducation le permet — quelques chefs de division peuvent bénéficier de leur charge pour entamer une carrière sur la scène politique nationale. Ce sont seulement ces charges-là qui sont véritablement convoitées et font l'objet d'une compétition accrue tout comme c'est seulement ici que la dynamique décrite à propos des multiples conversions entre charges politiques modernes et néo-traditionnelles intervient. Le rôle politique joué par les chefs de village — au-delà de leur fonction d'arbitre — dépend, par contre, davantage de leur qualification personnelle, de l'engagement de chaque titulaire et d'un champ de forces spécifiquement local. Ici, on peut observer toute une gamme de possibilités qui va des chefs âgés, certes tolérés, mais à peine reconnus et respectés — ce sont alors les jeunes diplômés qui représentent les intérêts du village à l'extérieur — jusqu'aux chefs qui président aux projets de développement dans leur village et mettent en place des groupes de danse et participent aux événements politiques du canton entier.

De façon générale, l'hypothèse d'une polycéphalie, démontrée par Bierschenk et Olivier de Sardan (1998) pour le Bénin, trouve une confirmation dans les sociétés jadis acéphales du Nord-Ouest du Ghana. Aucun changement de régime sur le plan national, avec les réformes de l'administration communale qu'il entraîne, n'a eu pour conséquence de remplacer complètement les formations et le personnel politiques locaux, mais a seulement abouti à une accumulation, une superposition et une sédimentation des charges, où les poids spécifiques se sont quelque peu déplacés. Les nouvelles institutions revendiquées (ou introduites par les acteurs locaux de leur propre initiative) — dans notre cas, les chefs, les assemblées communales, les associations de ressortissants et de développement et différentes associations de l'Église catholique — se sont établies aux côtés des institutions plus anciennes, ayant donné lieu à un enchevêtrement partiel ou, en tout cas, à des arrangements. Cet argument peut d'ailleurs aussi être avancé à propos de l'introduction coloniale de la chefferie qui n'a pas supprimé les institutions plus anciennes, c'est-à-dire les réseaux des patriclans et les autels de la terre.

Dans le cas du Ghana, j'aurais toutefois tendance à parler d'une prédominance plus prononcée et plus continue de la chefferie que ne la montrent les exemples béninois évoqués par Bierschenk et Olivier de Sardan. Cette prédominance se manifeste notamment dans un domaine de la politique symbolique où la chefferie a sans conteste joué un rôle crucial depuis l'époque coloniale, à savoir la politique culturelle. Dans le Nord-Ouest aussi, les chefs s'attribuent un rôle de garant et de promoteur de la « culture traditionnelle » locale et régionale. Grâce aux festivals culturels annuels, les chefs de canton de Lawra et de Nandom en particulier ont su créer un espace propice à forger une identité commune et à la représenter face à l'extérieur : à la fois fondation d'une identité culturelle « vers l'intérieur » — dans le cadre de la chefferie de canton et de son groupe ethnique prédominant — et représentation efficace de cette identité « vers l'extérieur », dans les médias, au sein d'un espace national englobant les « cultures ghanéennes » (*id.* 1998c : chap. 16).

Dans le Nord-Ouest du Ghana, la vision d'une culture locale homogène aussi bien que l'institution de la chefferie, qui représente cette culture à l'extérieur, ne sont pas nées avant la période coloniale. Cela ne veut pas dire qu'elles aient été créées *ex nihilo* : au contraire, à la différence des travaux ethnographiques classiques de Goody (1956) sur les Dagara et des hypothèses plus récentes de Hawkins (1996) selon lesquelles les chefs auraient été imposés, mes propres recherches historiques dans les villages de la confédération de Lawra, qui ne se sont pas uniquement appuyées sur une exploitation des archives coloniales (comme l'a fait Hawkins), ont démontré à de nombreuses reprises que la chefferie locale pouvait tout à fait s'appuyer sur des structures et figures de pouvoir précoloniales. On peut observer une dynamique analogue de la continuité et de la restructuration à propos des identités ethniques (Lentz 1994). Mais les frontières ethniques

de même que celles des chefferies, ainsi que le contenu des cultures locales tel qu'il est « exposé » aujourd'hui dans le cadre national, sont le résultat de multiples processus de négociation datant de l'époque coloniale, auxquels ont participé différents acteurs africains et européens ayant chacun des intérêts différents.

Nous espérons que notre contribution aura mis en évidence le caractère erroné et infructueux d'une approche qui oppose simplement les chefferies « traditionnelles » et « modernes », telle qu'on la retrouve dans de nombreuses discussions sur le rôle des chefs dans l'Afrique moderne. Il arrive bien entendu qu'une telle dichotomie soit mise en avant par calcul politique lorsque, par exemple (et il s'agit ici d'un exemple fictif), un *paramount chief* ashanti cherche à faire valoir que sa voix, qui peut s'appuyer sur une histoire tricentenaire de sa chefferie, devrait avoir plus de poids au sein de l'Assemblée nationale des chefs que celle du Nandom Naa. Mais dans une perspective scientifique, il serait naïf de vouloir établir une équation entre les termes « précolonial » et « traditionnel », qui accorderait trop d'importance au rôle joué par la domination coloniale dans l'histoire. Car même les chefferies et les royaumes ayant existé à l'époque précoloniale ne sont que les produits d'une histoire qui repose sur la conquête ou sur une association volontaire ; il fallait que eux aussi mettent en place de nouvelles institutions pour rendre stable leur nouvelle domination politique et qu'ils « inventent » des traditions et réinterprètent l'histoire pour légitimer la nouvelle chefferie. Dans le cas des royaumes du littoral ouest-africain, il y a eu d'ailleurs depuis plusieurs siècles une réception des traditions monarchiques et du cérémonial de cour européens qui ont été incorporés dans les rituels propres à ces royautes. De ce point de vue, les chefferies créées pendant l'époque coloniale ne se distinguent pas, à notre avis, de façon fondamentale de celles qui ont existé il y a plus longtemps : elles sont certes nées d'une conjoncture spécifique aux acteurs de l'époque, dans laquelle les administrateurs européens ont joué un rôle assez important, mais l'ampleur de ces nouvelles chefferies et la façon dont elles ont été créées ainsi que le choix des dynasties régnantes et les problèmes de légitimation dépendaient, comme dans le cas des royaumes fondés à une époque antérieure, de façon décisive des rapports de forces et des univers intellectuels africains locaux. La politique coloniale britannique n'a fait que donner une structure homogène aux chefferies « précoloniales » et « coloniales » et les intégrer largement, de la même façon, dans un réseau étatique de plus haut niveau.

Les processus de transformation des dernières décennies ont certes diversifié l'arène politique locale et modifié le rôle des chefs. Mais, comme mes interlocuteurs dans le nord du Ghana l'ont régulièrement souligné : « Chieftaincy has come to stay. » C'est là une formule à laquelle ont souscrit même ceux qui vont le plus loin dans leur critique de cette innovation coloniale, en insistant sur son caractère non traditionnel, son travestissement à des fins politiques, son absence de réelle importance ou son incapacité à promouvoir la démocratie.

*Université de Francfort-sur-le-Main.*

## BIBLIOGRAPHIE

- ARHIN, N. B., RAY, D. I. & ROUVEROY VAN NIEUWAAL, E. A. B., VAN, eds  
 1995 *The Contribution of Traditional Authority to Development, Human Rights and Environmental Protection : Strategies for Africa*, Conférence du 2 au 6 sept. 1994, Accra et Kumasi (Ghana), Leiden, African Studies Centre.
- BECK, K.  
 1989 « Stämme im Schatten des Staats : Zur Entstehung administrativer Häuptlingstümer im nördlichen Sudan », *Sociologus*, 39 : 19-35.
- BENING, R. B.  
 1975 « Colonial Development Policy in Northern Ghana, 1898-1950 », *Bulletin of the Ghana Geographical Association*, 17 : 65-79.  
 1990 *A History of Education in Northern Ghana, 1907-1976*, Accra, Ghana University Press.
- BIERSCHENK, T. & OLIVIER DE SARDAN, J.-P., eds  
 1998 *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala.
- GOODY, J.  
 1956 *The Social Organisation of the LoWiili*, London, H. M. Stationery Office.  
 1975 « Religion, Social Change and the Sociology of Conversion », in J. GOODY, ed., *Changing Social Structure in Ghana*, London, International African Institute : 91-106.
- HAWKINS, S.  
 1996 « Disguising Chiefs and God as History: Questions on the Acephalousness of LoDagaa Politics and Religion », *Africa*, 66 : 202-247.
- LADOUCEUR, P.  
 1979 *Chiefs and Politicians : The Politics of Regionalism in Northern Ghana*, London, Longman.
- LENTZ, C.  
 1993 « Histories and Political Conflict : A Case Study of Chieftaincy in Nandom, Northwestern Ghana », *Paideuma*, 39 : 177-215.  
 1994 « "They Must be Dagaba First and Any Other Thing Second" : The Colonial and Post-Colonial Constructions of Ethnic Identities in North-Western Ghana », *African Studies*, 53 : 57-91.  
 1995 « "Unity for Development" : Youth Associations in North-Western Ghana », *Africa*, 65 : 395-429.  
 1998a « The Chief, the Mine Captain and the Politician : Legitimizing Power in Northern Ghana », *Africa*, 68 : 46-67.  
 1998b « Staatenlose Gesellschaften Oder Häuptlingstümer ? Eine Debatte unter Dagara Intellektuellen », in H. BEHREND & T. GEIDER, eds, *Afrikaner schreiben Zurück. Texte und Bilder afrikanischer Ethnographen*, Köln, Köppe Verlag : 207-243.

- 1998c *Die Konstruktion von Ethnizität. Eine politische Geschichte Nord-West Ghana, 1870-1990*, Köln, Köppe Verlag.
- 2000 « "Tradition" Versus "Politics": Succession Conflicts in a Chieftom in Northwestern Ghana », in J. DE PINA-CABRAL & A. PEDROSO DE LIMA, eds, *Choice and Leadership in Elite Succession*, London, Berg Publishers : 91-112.
- LENTZ, C. & NUGENT, P., eds  
2000 *Ethnicity in Ghana : The Limits of Invention*, London, Macmillan.
- ROUVEROY VAN NIEUWAAL, E. A. B., VAN  
1987 « Chiefs and African States : Some Introductory Notes and an Extensive Bibliography on African Chieftaincy », *Journal of Legal Pluralism*, 25-26 : 1-46.
- 1999 « Chieftaincy in Africa : Three Facets of a Hybrid Role », in E. A. B. VAN ROUVEROY VAN NIEUWAAL & R. VAN DIJK, eds, *African Chieftaincy in a New Socio-Political Landscape*, Leiden, African Studies Centre ; Hamburg, Lit Verlag : 21-47.
- ROUVEROY VAN NIEUWAAL, A. E. B., VAN & DIJK, R., VAN, eds  
1999 *African Chieftaincy in a New Socio-Political Landscape*, Leiden, African Studies Centre ; Hamburg, Lit Verlag.
- SCHATZBERG, M.  
1993 « Power, Legitimacy and "Democratisation" in Africa », *Africa*, 63 : 445-461.
- STANILAND, M.  
1975 *The Lions of Dagbon : Political Change in Northern Ghana*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- THOMAS, R.  
1975 « Education in Northern Ghana, 1906-1940 : A Study in Colonial Paradox », *International Journal of African Historical Studies*, 7 : 427-467.
- WILKS, I.  
1989 *Wa and the Wala. Islam and Polity in Northwestern Ghana*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.

## RÉSUMÉ

Pourquoi la chefferie a-t-elle persisté au-delà de son introduction coloniale ? Parmi les raisons qui expliquent la réussite de la nouvelle institution, il faut d'abord évoquer le fait que celle-ci constituait la seule instance de médiation effective entre la concession et le village ou hameau, d'un côté, et l'État colonial de l'autre. Cette fonction de relais a assuré également la continuité de la chefferie au moment de la décolonisation. La continuité était en outre préservée grâce aux effets d'une politique d'éducation coloniale qui, au Ghana du Nord, visait dans une large mesure les fils de chefs.

Il en résultait très tôt une fusion et une convertibilité entre élites néotraditionnelle et moderne.

Ces tendances prédominent encore de nos jours. Les conflits intenses qui ont lieu au moment de la succession d'un chef de canton (*paramount chief*) montrent que cette charge constitue un véritable tremplin pour une carrière sur la scène politique nationale. La scène politique locale, par contre, a connu une diversification avec les régimes « révolutionnaires » populistes d'Acheampong et de Rawlings, au pouvoir dans les années 1970 et 1980, avec l'élargissement de l'élite éduquée et avec la fondation de nombreuses associations de ressortissants (*youth associations*).

#### ABSTRACT

*"Chieftaincy Has Come to Stay": Chieftaincy in the Acephalous Societies of North-western Ghana.* — Why have chieftaincies in the acephalous societies of northwestern Ghana survived beyond their introduction by colonial authorities? Among the reasons for this success is that this new institution was the only effective intermediary between households, hamlets and villages, on the one hand, and the colonial state, on the other. Thanks to this role, chieftaincies continued existing after decolonization. Without any exceptions, the new administrative units were identical to the paramount chiefdoms of the colonial era. Colonial education policies in northern Ghana also favored this continuity by tending to target chiefs' sons.

These trends still prevail. As can be seen through the intense conflicts that break out during successions, the paramount chieftaincy serve as a springboard for careers in national politics. However local politics diversified under the populist "revolutionary" governments of Acheampong and Rawlings during the 1970s and 1980s, as the educated elite expanded and several youth associations formed.

Mots-clés/Keywords : Ghana, chefferie, colonisation, décolonisation, invention de la tradition, sociétés acéphales/Ghana, *chieftaincies, recruitment of traditional, modern elites.*